

CORÉE DU NORD

Bill Clinton rend compte à la Maison-Blanche de sa mission

L'ex-président américain Bill Clinton a fait un premier récit à un haut responsable de l'Administration américaine de son voyage en Corée du Nord, en attendant un compte-rendu plus formel et détaillé, a indiqué jeudi la Maison-Blanche.

M. Clinton s'est entretenu avec un membre du Conseil à la sécurité nationale de la Maison-Blanche mercredi soir, quelques heures après être rentré aux Etats-Unis avec les deux journalistes américaines dont il avait négocié la libération au cours d'une visite surprise à Pyongyang, a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs.

«Nous allons avoir un compte-rendu plus complet», a ajouté M. Gibbs, précisant que le président Barack Obama souhaitait, lui aussi, discuter avec Bill

Clinton, pour tenter d'en savoir plus sur la façon dont fonctionne de l'intérieur le système politique hermétique du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il. Des responsables de l'Administration ont laissé entendre que la rencontre de trois heures entre M. Clinton et le leader nord-coréen Kim Jong-Il avait porté sur des thèmes bien plus vastes que le sort des deux journalistes emprisonnées, et notamment la question cruciale du désarmement nucléaire.

Le Wall Street Journal a rapporté jeudi que l'ancien

président américain aurait dit à Kim Jong-Il que Pyongyang pourrait tirer bénéfice de la libération de Sud-Coréens et de Japonais kidnappés par la Corée du Nord. Le journal cite un responsable sud-coréen selon lequel Kim Jong-Il espère la tenue d'un sommet avec Barack Obama. M. Gibbs a souligné jeudi que c'était à Pyongyang de faire le premier pas, au lendemain de déclarations de M. Obama appelant la Corée du Nord à mettre fin à ses actes de provocation et à son programme nucléaire.

«S'ils souhaitent réaliser une plus grande percée internationale, il leur suffit



Bill Clinton et Kim Jong-Il côte à côte lors de la séance photo.

Photo : D.R.

de revenir à leurs promesses et de prendre les responsabilités qu'ils ont

acceptées», a-t-il dit, ajoutant que le Etats-Unis continueraient de faire appliquer

les sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

AFGHANISTAN

Les talibans jouent la montre contre les troupes de l'Otan, selon un expert

Les talibans tentent de détourner à leur profit la frustration de la population afghane causée par les manquements du gouvernement de Kaboul, tout en attendant le retrait des troupes de l'Otan pour asseoir leur autorité, a estimé jeudi un ancien haut conseiller du Pentagone.

«Vue d'ici, la stratégie choisie par les talibans est celle de l'usure. Ils attendent tout simplement que les troupes de la coalition internationale en aient assez et qu'elles se retirent» d'Afghanistan, a observé David Kilcullen, qui a conseillé l'armée améri-

caine au plus haut niveau sur la stratégie à adopter contre la rébellion en Irak.

Les insurgés évitent la confrontation directe avec les soldats américains ou ceux de l'Otan, a expliqué M. Kilcullen durant une conférence à l'Institute for Peace de Washington.

«Il n'y a qu'à voir la façon dont ils (les talibans, ndlr) se sont lancés dans des campagnes d'intimidation de la population civile.

Ils ne s'attaquent ni aux troupes de la coalition ni au gouvernement afghan, ils attendent de voir», a dit David Kilcullen, auteur d'un récent ouvrage intitulé *The Accidental Guerrilla* consacré à la façon dont, selon lui, les conflits au long cours contre des groupes insurgés peuvent être remportés.

«La plupart des insurgés s'imposent en minant la confiance qu'ont les gouvernements (étrangers) dans la mission qu'ils ont assignée à leurs troupes.

A la longue, ces gouvernements abandonnent» et retirent leurs troupes, a-t-il indiqué, le jour même où le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon a réaffirmé que son pays retirerait toutes ses troupes en 2011.

PAKISTAN

Le chef des talibans pakistans serait mort

Le chef des talibans pakistans Baitullah Mahsud ainsi que son épouse et ses gardes du corps auraient été tués dans une attaque de drone, ont rapporté hier les médias locaux, citant un ministre pakistans. Dans une interview télévisée, le ministre de l'Intérieur Rehman Malik a insinué que le chef des talibans serait mort mercredi dans une attaque de missile, ajoutant qu'il avait des informations mais pas de preuves matérielles pour le confirmer. «Oui, des informations indiquant qu'il est mort nous parviennent» des zones tribales du nord-ouest, a déclaré M. Malik, dont la déclaration était retransmise sur la chaîne de télévision privée Geo. «La bonne nouvelle, c'est que cette information provient de son groupe», a-t-il ajouté. «Mais je suis incapable de confirmer» cette information «tant que je n'ai pas de preuves solides», a-t-il souligné.

INDE

Arrestation de deux hommes qui préparaient un attentat

La police a arrêté deux hommes, membres présumés du groupe rebelle séparatiste au Cachemire indien, le Hizbul Mujahedin, qui préparaient un attentat à New Delhi, a rapporté hier la presse. Les deux suspects, Javed Ahmed et Ashiq Ali, ont été arrêtés et placés en détention jeudi à New Delhi, a rapporté l'agence PTI. Ces interpellations interviennent à quelques jours des célébrations de la fête de l'indépendance indienne, le 15 août, alors que les mesures de sécurité ont été renforcées.

IRAK

Trois pèlerins chiites tués au retour de Kerbala

Trois pèlerins chiites ont été tués et 15 autres blessés, hier matin, lorsqu'une bombe placée sur la route a explosé au passage de leur bus, a indiqué à l'AFP une source du ministère irakien de l'Intérieur.

L'attentat a eu lieu à Sadr City, un quartier chiite du nord-est de Bagdad, et visait des passagers revenant d'un pèlerinage dans la ville sainte de Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad,

selon la même source.

Depuis jeudi soir, des centaines de milliers de chiites commémorent la naissance du 12^e imam, Mahdi, dit «l'imam caché», dont les chiites attendent le retour car il doit selon eux instaurer justice et paix.

Jeudi, un pèlerin chiite avait été tué et trois autres blessés par une bombe artisanale dissimulée au bord d'une rue du quartier de Dora, un ancien bastion de l'insurrection sunnite. Plusieurs incidents ont déjà émaillé

ces célébrations. Lundi, un pèlerin chiite a péri et deux autres ont été blessés dans une attaque à la voiture piégée à Iskandariyah, à 40 km au sud de Bagdad.

En outre, dans la province de Babylone, au sud de Bagdad, deux bombes, dont une placée près du fameux site archéologique, avaient explosé au passage de deux bus, transportant des pèlerins, faisant deux morts et 27 blessés, selon la police.

Le braquage sanglant d'une banque devient une affaire d'État

Le braquage sanglant d'une banque fin juillet à Bagdad est devenu une affaire d'Etat depuis que le ministre de l'Intérieur a révélé que le cerveau du hold-up était un officier de la garde du vice-président Adel Abdel Mehdi, un dirigeant d'un puissant parti chiite.

Echanges d'accusations, insinuations venimeuses, la polémique a pris de l'ampleur à six mois des élections générales auxquelles les deux hommes entendent participer. Le ministre Jawad al-Bolani est à la tête d'une formation laïque, le Parti constitutionnel irakien, et Adel Abdel Mehdi fait partie d'un parti chiite conservateur proche de l'Iran, le Conseil suprême islamique d'Irak (CSII). Le 28 juillet, huit policiers avaient été tués et près de quatre millions de dollars s'étaient envolés dans le quartier de Karrada, à

Bagdad, dans l'un des plus importants et des plus sanglants hold-up de l'histoire récente de l'Irak.

Trois jours plus tard, Jawad al-Bolani mettait le feu aux poudres en annonçant que les trois suspects «travaillaient avec de puissants partis politiques».

Nous avons des contacts sérieux avec eux pour qu'ils nous livrent les personnes recherchées, avait-il dit lors d'une conférence de presse. «Nous ne disons pas que ce crime a été commis en connaissance de cause ou sur ordre de ces par-

ties», avait-il toutefois ajouté. Le lendemain, c'était au tour du porte-parole du même ministère, le général Abdel Karim Khalaf, d'annoncer que «le principal responsable du hold-up était un capitaine de la garde du vice-président Adel Abdel Mehd. Dès lors, les hostilités ont été ouvertes. Le site Baratha, proche du CSII, publiait le 1^{er} août un article moqueur sur le manque de réactivité, selon lui, du ministre de l'Intérieur et du Premier ministre Nouri al-Maliki.

«Le premier crie victoire alors qu'il était assoupi et le second a été réveillé dans la nuit par (...) Adel Abdel Mehdi qui venait d'informer que ses gardes avaient retrouvé l'argent du hold-up et les

coupables», écrivait Baratha.

Des médias hostiles au CSII se sont demandés si le but des auteurs du hold-up n'étaient pas de constituer une cagnotte pour leur parti en vue des élections.

Dans deux mises au point, Adel Abdel Mehdi a appelé «les officiels, les politiciens et les journaux à faire preuve de responsabilité» craignant que ce type d'accusations ne mène «à la tyrannie, au sous-développement, au meurtre et à la haine aveugle». «Nous avons déjà payé cher ce type de comportements», a-t-il ajouté.

Dans le même temps, la télévision Al-Furat, proche de CSII, se déchaînait contre M. Bolani, l'accusant d'avoir tiré gloire de l'issue

positive de l'affaire alors que c'était le vice-président qui avait mis la police sur la voie des coupables.

Pour calmer les choses, M. Bolani a publié mercredi un communiqué dans lequel il confirmait que le vice-président Adel Abdel Mehdi avait «informé le Premier ministre qu'un groupe de sa protection spéciale était derrière le crime» et s'était «montré disposé à arrêter les membres du gang pour les remettre au ministère de l'Intérieur et restituer l'argent en leur possession».

Le ministère précisait que cinq des auteurs du hold-up avaient été arrêtés mais que deux autres avaient réussi à s'enfuir à l'étranger.